



APPEL DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE FNPOS CGT DU 11 et 12 décembre 2023

Le massacre de la population civile s'intensifie à Gaza. On dénombre près de 17 000 morts à ce jour dont l'essentiel sont des femmes et des enfants. Le cessez-le-feu devient une urgence absolue pour libérer les otages et arrêter le décompte funeste. Au lieu de cela, les Etats-Unis toujours plus prompts à soutenir les régimes extrémistes ont imposé leur veto à l'ONU sur une résolution qui demandait à suspendre les attaques et les bombardements à Gaza.

La FNPOS CGT appelle à une paix immédiate et durable entre les peuples en application du droit international et des résolutions de l'ONU.

Alors que 2023 a vu le dérèglement climatique s'accélérer, les puissants, les multinationales, les lobbys de l'énergie font mine de discuter des enjeux de la planète et de son devenir à la COP 28 à Dubaï. Un barnum qui n'accouchera, comme à son habitude, d'aucune mesure contraignante, d'aucune remise en question du système capitaliste qui est le seul véritable responsable de la destruction de l'environnement.

Les victoires d'un ultra libéralisme débridé, à l'image de l'élection présidentielle en Argentine et de l'extrême droite aux Pays-Bas, démontrent combien il est temps de répondre aux enjeux de la précarité, de la pauvreté et de l'injustice sociale et de lutter contre le terreau du racisme et du fascisme. Partout où l'extrême droite a pris le pouvoir c'est un fiasco politique, économique et social. Pour que les mêmes causes ne reproduisent pas les mêmes effets, il est temps de dénoncer le dogme de l'austérité européenne. La journée de mobilisation du 12 décembre à Bruxelles, à l'appel des syndicats européens, n'est qu'une étape dans la construction de ce rapport de force. Ainsi sous l'effet des politiques ultralibérales les Groupes de Protection Sociale sont livrés à l'appétit féroce des assureurs, menaçant toute la protection sociale.

La énième loi dite « loi immigration » vient d'être retoquée à l'assemblée nationale. Et pendant que Darmanin surjoue le psychodrame et la consternation le mieux reste de rappeler que ce texte n'était rien d'autre qu'un entêtement idéologique à courir après le RN, nourri des fantasmes de " submersion migratoire " et de " grand remplacement " loin de la réalité. C'était aussi un moyen supplémentaire d'exploiter les travailleurs les plus précaires. Mais ne nous y trompons pas, le texte réapparaîtra, sous une forme plus dure, plus coercitive et plus attentatoire aux libertés fondamentales.

Pour rappel la macronie et le RN ont voté ensemble contre :

- L'augmentation du SMIC ;
- L'indexation des salaires sur l'inflation ;
- La revalorisation des pensions de retraite au niveau du SMIC ;
- Le gel des loyers ;
- L'encadrement des écarts de salaires dans les entreprises ;
- L'augmentation du nombre d'hébergements d'urgence pour les sans-abris ;
- Le blocage des prix des produits de 1ère nécessité ;
- Le rétablissement et le renforcement de l'ISF ;
- Le conditionnement des aides publiques aux grandes entreprises au respect de l'accord de Paris.

.../...

Le budget 2024 de la Sécurité sociale a été une nouvelle fois imposé, sans vote, avec le 49.3. Des augmentations importantes de tarifs (mutuelles, assurances, énergie...) sont annoncées dès janvier 2024 alors que le gouvernement refuse tout coup de pouce sur le SMIC qui ne se verra revalorisé que de 1,7%. Bon nombre de salariés se voient rattrapés par le SMIC, des millions ne bénéficient d'aucune revalorisation.

Face à la colère des salariés qui viennent trouver la CGT pour s'organiser, de plus en plus d'employeurs, y compris l'État pourtant garant des libertés constitutionnelles, s'attaquent aux droits syndicaux et aux représentants des salariés. Plus de 1 000 d'entre nous sont convoqués par les autorités de police ou devant les tribunaux.

C'est plus particulièrement vrai dans de nombreux secteurs d'activité de la FNPOS CGT, comme c'est le cas aux Missions Locales ou dans la Sécurité sociale avec le licenciement inique d'un de nos délégués syndicaux. Face à cela il nous faut réagir collectivement.

C'est pour quoi un rassemblement fédéral est organisé ce 12 décembre à l'occasion de l'assemblée générale de l'UNML (syndicat patronal des Missions Locales) pour dénoncer les atteintes aux libertés syndicales particulièrement nombreuses dans ce réseau.

Il nous faut nous défendre pour défendre au mieux les intérêts des salariés qui aujourd'hui veulent des hausses de salaires au moins à hauteur de l'inflation. Les propositions des employeurs dans nos secteurs sont très loin du compte. C'est pourquoi il nous faut continuer d'élever le rapport de force.

Le 19 décembre marquera un rendez-vous important pour les salariés du régime général de la Sécurité sociale, après plusieurs mois d'action pour gagner une revalorisation de la valeur du point à 10€. Nous appelons les salariés à être massivement en grève avant midi et à participer au rassemblement intersyndical organisé devant les locaux où se tiendra la réunion de négociation. Dès aujourd'hui préparons-nous à toutes les éventualités pour gagner enfin sur cette revendication vitale.



Montreuil, Mardi 12 décembre 2023